

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Jeudi (après-midi) 8 septembre 2016

Direction des travaux publics, des transports et de l'énergie

**35 2016.RRGR.297 Motion 073-2016 Krähenbühl (Unterlangenegg, UDC)
Aménagement d'installations de production d'énergie renouvelable dans les sites
marécageux: dépôt d'une initiative cantonale**

N° de l'intervention: 073-2016
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 15.03.2016
Déposée par: Krähenbühl (Unterlangenegg, UDC)
(porte-parole)
Knutti (Weissenburg, UDC)
N° d'ACE: 800/2016 du 29 juin 2016
Direction: TTE

**Aménagement d'installations de production d'énergie renouvelable dans les sites
marécageux: dépôt d'une initiative cantonale**

Le canton de Berne dépose l'initiative cantonale suivante conformément à l'article 160, alinéa 1 de la Constitution fédérale (Cst.) :

La Confédération modifie l'article 78, alinéa 5 de la Constitution fédérale du 18 avril 1999 (état le 14 juin 2015) et soumet cette modification au vote du peuple et des cantons conformément à l'article 140. La dernière phrase de l'alinéa 5 est complétée comme suit : « ... *ainsi que les installations d'utilisation d'énergie renouvelable d'intérêt national.* »

L'article 78, alinéa 5 Cst. aurait alors la teneur suivante : « Les marais et les sites marécageux d'une beauté particulière qui présentent un intérêt national sont protégés. Il est interdit d'y aménager des installations ou d'en modifier le terrain. Font exception les installations qui servent à la protection de ces espaces ou à la poursuite de leur exploitation à des fins agricoles, ainsi que les installations d'utilisation d'énergie renouvelable d'intérêt national. »

Développement :

Dans sa Stratégie énergétique 2050, la Confédération prévoit de porter la production annuelle moyenne d'électricité d'origine hydraulique à 38 600 gigawattheures (GWh) d'ici à 2050 (37 400 GWh d'ici à 2035). Pour exploiter le potentiel théorique, il faut moderniser et agrandir les ouvrages existants et construire également de nouvelles centrales hydro-électriques. Ce développement de l'énergie hydraulique s'inscrit dans la stratégie globale de sortie du nucléaire. Le rehaussement du barrage du Grimsel est l'un des plus gros projets à ce titre. En surélevant le mur de 23 mètres, on augmente le volume du lac de retenue de 75 pour cent. Ce qui permettrait de mieux répartir la production d'électricité sur l'année. Nulle part ailleurs en Suisse, il n'est possible d'obtenir pareil volume de retenue supplémentaire avec aussi peu d'emprise sur le terrain et aussi peu de matériaux. Pour les exploitants de la centrale, KWO AG, ce projet contribuera également à la protection contre les crues : en cas de fortes précipitations, le lac, du fait de sa plus grande taille, permettra d'écarter les pics de débit et ainsi de réduire les crues en aval jusqu'à Meiringen, dans des proportions pouvant atteindre 30 pour cent.

Mais suite à l'arrêt rendu par le Tribunal administratif, la société oberlandaise KWO AG ne pourra pas réaliser son projet. La faute en incombe à la protection des marais, telle qu'elle est réglée à l'article 78 Cst. A en croire la presse, l'un des juges aurait dit qu'un régime de protection aussi strict est un luxe compte tenu de la transition énergétique. Mais, toujours selon le juge, c'est à la classe politique et non pas au pouvoir judiciaire de décider s'il faut changer les choses.

C'est un fait en tout cas que ce sont les mêmes milieux écologistes opposés aux énergies fossiles qui torpillent les énergies renouvelables en y mettant au moins autant d'acharnement. Il faut dire que l'article sur la protection des marais introduit dans la Constitution fédérale après son adoption par le peuple et les cantons le 6 décembre 1987 leur est bien utile. Pourtant, à

l'époque, l'initiative populaire n'avait pas pour objectif de réduire le nombre d'installations de production d'énergie renouvelable, mais simplement d'empêcher l'aménagement d'une nouvelle place d'armes à Rothenthurm (SZ). Vouloir, par le biais d'une modification de l'article 78 Cst., autoriser ponctuellement la construction d'installations de production d'énergie renouvelable en bordure de zones de protection des sites marécageux, n'est donc pas contraire à la volonté du souverain.

Le canton de Berne étant directement concerné, c'est lui qui doit intervenir pour demander la modification de la Constitution fédérale.

Réponse du Conseil-exécutif

Le Conseil-exécutif considère comme les motionnaires que le développement des énergies renouvelables est nécessaire pour sortir du nucléaire. Il est également d'avis que lors de l'acceptation de l'initiative Rothenthurm le 6 décembre 1987, le peuple et les cantons se sont prononcés sur le conflit d'intérêts protection des marais – place d'armes, et pas sur le conflit d'intérêts protection des marais – production locale d'énergies renouvelables. Les débats politiques d'alors n'avaient d'ailleurs pas manifesté la volonté que cette définition de priorité qui portait sur l'opposition place d'armes – protection des marais vaille de manière catégorique à l'avenir pour toutes les interventions dans les marais. C'est cependant précisément pour cela qu'a été admis le recours de droit administratif contre la décision du Grand Conseil du 5 septembre 2012 relative à l'octroi de la concession pour le relèvement du niveau du lac du Grimsel. Dans son jugement du 22 décembre 2015, le Tribunal administratif du canton de Berne a en effet considéré, notamment, que la Constitution et la loi interdisaient toute mise en balance d'intérêts, que la protection des sites marécageux était valable dans l'absolu. Les Forces motrices de l'Oberhasli SA (KWO) ont fait recours contre ce jugement auprès du Tribunal fédéral ; celui-ci doit encore se prononcer.

Le Conseil-exécutif tient à la protection des biotopes et des sites uniques, et est conscient de la grande importance des marais et des sites marécageux sur le plan de la biologie, de l'écologie et du paysage. Il est cependant également d'avis que la protection des marais ne doit pas se voir attribuer dans tous les cas une priorité absolue. Certains projets d'agrandissement, comme celui de KWO pour relever le niveau du lac du Grimsel, sont en effet aussi d'intérêt national. Le Conseil-exécutif est donc favorable à l'adoption de la motion. Les interventions dans les derniers marais et sites marécageux encore intacts en Suisse doivent cependant constituer une exception absolue, et n'être autorisées que pour des projets qui sont eux aussi d'intérêt national. Les critères d'évaluation correspondants doivent donc être fixés au niveau national.

L'initiative cantonale pour une modification de l'article 78, alinéa 5 de la Constitution fédérale doit être déposée indépendamment de l'issue de la procédure de recours auprès du Tribunal fédéral.

Proposition du Conseil-exécutif :
Adoption

Le président. Wir kommen zu Traktandum 35. Es handelt sich um eine Motion für eine Standesinitiative. Der Motionär hat das Wort. *(Le président agite sa cloche.)*

Samuel Krähenbühl, Unterlangenegg (UDC). Energie gehört zu den wichtigsten Themen der Zukunft. Davon bin ich überzeugt. Deshalb engagiere ich mich in diesem Gebiet besonders stark. Am 25. September werden wir beispielsweise über die Initiative «Grüne Wirtschaft» abstimmen. Im Oktober wird das eidgenössische Parlament über die Energiestrategie 2050 entscheiden. Meine persönliche Haltung zu dieser Thematik sieht folgenermassen aus: Ich sehe die problematischen Seiten der Atomenergie und der fossilen Energieträger und bin grundsätzlich davon überzeugt, dass wir unsere Energiepolitik langsam aber sicher auf die erneuerbare Energie ausrichten müssen. Aber ich bin auch überzeugt, dass wir zuerst neue Energiequellen aufbauen müssen, bevor wir die alten

Energieträger ausrangieren. Oder anders ausgedrückt: Man baut doch zuerst ein neues Haus und zieht dann dort ein, bevor man das alte Haus abreisst. Deshalb habe ich auch schon mehrere Vorstösse für erneuerbare Energien eingereicht und zum Beispiel gefordert, dass der kantonale Windrichtplan geöffnet wird. Dass nun Standorte für Windenergie im Oberland möglich werden, geht auch ein wenig auf einen Vorstoss von mir und übrigens auch von Andreas Burren zurück. Tatsache ist, dass wir im Bereich der erneuerbaren Energien, wie in anderen Bereichen auch, der Energiestrategie 2050 massiv hinterher hinken. Leider ist es mir seinerzeit beim Thema Biogasanlagen nicht geglückt, Sie von einem Abbau der bürokratischen Hindernisse zu überzeugen. Deshalb werden im Kanton Bern auch in Zukunft wohl praktisch keine bäuerlichen Biogasanlagen gebaut.

Nach der Windenergie und den Biogasanlagen wende ich mich nun mit dem Thema Wasserkraft an Sie. Die Wasserkraft gehört zu den traditionellen erneuerbaren Energien und wird in der Schweiz schon seit dem ausgehenden 19. Jahrhundert für die Stromgewinnung genutzt. Im Grimselgebiet, über welches wir hier namentlich sprechen, ist dies seit den 20er-Jahren des 20. Jahrhunderts der Fall. Somit spielt die Wasserkraft seit über 100 Jahren eine Rolle in der Schweiz und insbesondere auch im Kanton Bern. Ich bin davon überzeugt, dass sie in Zukunft eher eine noch grössere Rolle spielen wird. Vergessen wir es nicht: Die neuen erneuerbaren Energien wie die Windenergie oder die Fotovoltaik liefern unregelmässig Strom. Jetzt gerade scheint die Sonne, dafür ist es windstill. Manchmal hat es heftige Windböen, und ein andermal geht kaum ein Lüftchen. Deshalb ist es in Zukunft noch wichtiger als heute, dass wir den Strom speichern können. Etwas vom Besten, was man in diesem Bereich tun kann, ist das Pumpspeichern. Davon sprechen wir bei der Grimsel. Die KWO möchten deshalb schon seit längerem die Grimsel-Staumauer erhöhen. Die Umweltverbände sind dagegen und haben eine Klage eingereicht. Sie argumentieren mit dem sogenannten «Moorschutz-Artikel» in der Bundesverfassung. Es geht um Artikel 78 Absatz 5. Das Verwaltungsgericht hat im Dezember entschieden und der Klage der Umweltverbände Recht gegeben. Das geltende Recht, namentlich der genannte «Rothenturm-Artikel», liesse die Erhöhung der Staumauer nicht zu. Gleichzeitig hat Verwaltungsrichter Thomas Müller argumentiert, dass er lieber anders entschieden hätte. Und er hat sogar gesagt, ein solch rigider Moorschutz sei ein «Luxus» in Anbetracht der Energiewende. Weil jedoch das geltende Recht so sei, könne er nicht anders entscheiden.

Die KWO haben dieses Urteil an das Bundesgericht weitergezogen, wo es zur Zeit hängig ist. Nun möchte ich auf etwas Wichtiges hinweisen: Diese Motion nimmt keinen Entscheid des Bundesgerichts vorweg. Mir wäre es natürlich am liebsten, wenn das Bundesgericht zu einer anderen Güterabwägung käme. Die Standesinitiative ist somit in keiner Art und Weise ein Eingeständnis, dass die Bewilligung dieses Projekts nicht bereits mit der heutigen Rechtslage möglich wäre. Man kann jedoch sagen, dass die erneuerbaren Energien ungleich lange Spiesse haben. Deshalb lautet unsere Forderung, über eine Standesinitiative den Artikel 78 Absatz 5 der Bundesverfassung zu ändern. Ich lese Ihnen die gewünschte Formulierung vor: «Moore und Moorlandschaften von besonderer Schönheit und gesamtschweizerischer Bedeutung sind geschützt.» Meine Redezeit neigt sich dem Ende zu, deshalb fasse ich mich kurz und lese nur noch den Nachsatz vor: «[...] sowie Anlagen zur Nutzung erneuerbarer Energie von nationalem Interesse [...]», diese sollten neu möglich sein. So lautet unsere Forderung. Anlagen zur Produktion erneuerbarer Energie von nationalem Interesse sollen dem Moorschutz gleichgestellt werden. Der Regierungsrat plädiert für eine Annahme der Motion. Ich bitte Sie, die Motion ebenfalls anzunehmen. Ein letztes Wort zu Händen der linken Seite dieses Rats: Es nimmt mich wunder, wie die grüne Wirtschaft funktionieren soll, wenn man jedes Projekt zur Produktion von erneuerbarer Energie ablehnt.

Le président. Ich wollte noch darauf hinweisen, dass wir eine freie Debatte führen, und dass der Regierungsrat dieses Geschäft annimmt. Ich nehme jedoch an, dass es bestritten ist. – Das ist der Fall. Somit hat der Mitmotionär für drei Minuten das Wort.

Thomas Knutti, Weissenburg (UDC). Besten Dank an den Regierungsrat für die positive Aufnahme dieser Motion. Es hat mich sehr gefreut, dass man die Problematik erkannt hat und bereit ist, diese Motion anzunehmen. Ich habe mir die Frage gestellt, warum die KWO diese Staumauer erhöhen wollen. Ich denke, sie tun dies in diesem heiklen Gebiet nicht einfach aus lauter Freude. Sie wissen, was ihnen wahrscheinlich bevorsteht, aber sie wissen auch, dass es um eine unabhängige Stromversorgung für unsere Bevölkerung und für unsere Wirtschaft, ja für unser

ganzes Land, geht. Der Regierungsrat hat bereits 1934 und 1950 das Gebiet rund um den Grimselpass zum «Naturdenkmal» erklärt, aber immer unter Vorbehalt «durch die Nutzung der KWO». Dies scheint mir wichtig zu sein. Dort oben besteht eine Moorlandschaft aus kleinräumigen Mooren, Baumgruppen und Gewässern. Wir haben heute 21 Moorlandschaften mit einer Fläche von insgesamt 215 Quadratkilometern. Dies entspricht 3,6 Prozent der Kantonsfläche. Nun möchte ich noch etwas zur Energieproduktion sagen: Bei dieser Staumauer-Erhöhung geht es ausschliesslich um die saisonale Speicherung, um das Zurückhalten des Sommerwassers, welches man im Winter für die Stromproduktion verwenden will. Eines der Hauptprobleme bei der Stromproduktion besteht darin, dass wir im Winterhalbjahr ebenfalls eine ausreichende inländische Versorgung brauchen. Nun müssen wir abwägen, wie wir vorgehen wollen. Es geht darum, ob wir diese Standesinitiative beim Bund einreichen wollen und ob ein Interesse daran besteht. Ich bin klar der Meinung, dass ein Interesse besteht und wir diese Ausnahme machen müssen. Gleichzeitig bin ich davon überzeugt, dass es wahrscheinlich nicht viele Projekte geben wird, welche die genannten Bedingungen erfüllen, und deshalb hoffe ich, dass diese Motion die nötige Unterstützung erhalten wird.

Le président. Ich habe eine kleine Bitte: Diejenigen, die schon wissen, dass sie sich als Einzelsprecher zu Wort melden wollen, sollen sich bitte bereits anmelden. Wir sind nun am Ende der Geschäfte einer Direktion, und ich möchte entscheiden, ob wir mit den Geschäften der nächsten Direktion noch beginnen wollen oder nicht. Es würde mir helfen, wenn Sie sich jetzt schon anmelden könnten, besten Dank. Wir kommen nun zu den Fraktionen.

Martin Aeschlimann, Berthoud (PEV). Die einen oder anderen in diesem Saal werden sich wohl etwas verwundert die Augen reiben, weil diese Motionäre so viel über erneuerbare Energien sprechen, wo doch ihre Partei diesen Energien sonst nicht besonders nahe steht. Vielleicht müssten wir Thomas Knutti und Samuel Krähenbühl nachher sofort ins Bundeshaus hinüberschicken, um dort ihre Parteikollegen davon zu überzeugen, sich bei der Energiestrategie 2050 in diesem Sinn zu engagieren. Aber es ist natürlich schön, dass sie sich für dieses Ziel einsetzen. Diese Motion ist nämlich keine Nebensächlichkeit: die Motionäre verlangen nichts Geringeres als eine Verfassungsänderung. In der Publikation «Moore und Moorschutz in der Schweiz» des BAFU steht, Moore seien Zeugen einer mehrtausendjährigen, im Torf archivierten Naturgeschichte. Weiter ist zu lesen: «Moore gelten als Abbild gesellschaftlichen und ökonomischen Handelns: Kein Lebensraum wurde in den letzten 150 Jahren derart dezimiert oder als wertlose Restfläche gehandelt, und kein Lebensraum untersteht heute einem solch rigorosen Schutz.» An den Mooren lässt sich also die Entwicklung des Schutzgedankens in Abhängigkeit vom gesellschaftlichen Wandel verfolgen. Dieser Schutz gerät in der heutigen Zeit sozusagen aus den eigenen Reihen unter Druck – als Klammerbemerkung: damit sind nicht die Motionäre gemeint. Die Entwicklung bei den erneuerbaren Energien erzeugt nämlich Druck auf andere Schutzziele. Dies haben wir in diesem Rat schon mehrmals festgestellt. Der dringend notwendige Ausbau der erneuerbaren Energien führt nicht nur beim Moorschutz zu Zielkonflikten. Auch der Wald- und Naturschutz kann beispielsweise dem Ausbau der Windkraft im Wege stehen. Er stürzt umweltnahe Politiker in ein Dilemma: Welches Schutzziel soll wie hoch gewichtet werden? Samuel Krähenbühl hat diese Frage bereits angetönt. Wie gewichtet das Rating der Umweltverbände die verschiedenen Interessen, und wie tun dies die Urheber der Motion?

Für die EVP sind die Argumentation der Motionäre und die Antwort des Regierungsrats insbesondere nachvollziehbar, weil diese Fragestellung bei der Annahme der Rothenthurm-Initiative 1987 nicht im Vordergrund stand. Auch wenn das Instrument der Standesinitiative sparsam eingesetzt werden sollte, kann es sinnvoll sein, sich mit der Fragestellung «Moorschutz versus Ausbau erneuerbarer Energien im nationalen Interesse» auseinanderzusetzen. Dennoch stellt sich der EVP die Frage, wie weit das Tor geöffnet würde, und welche Konsequenzen die Annahme der geforderten Verfassungsänderung hätte. In welchem Ausmass würden dann Moore geflutet, mit Solarfarmen belegt oder mit Windparks überstellt? Oder sind gar Geothermieprojekte und andere Technologien von nationalem Interesse in der Forderung der Motionäre enthalten? Wir gehen davon aus, dass die Beantwortung dieser und vieler weiterer Fragen sowie die Einschätzungen von Fachleuten und Umweltverbänden zu dieser Thematik im Rahmen der Debatte auf eidgenössischer Ebene erfolgen und später in den Abstimmungsunterlagen dargelegt werden. Aus diesem Grund kann die EVP-Fraktion der Motion trotz vieler verbleibender Fragezeichen zustimmen.

Daphné Rüfenacht, Biel/ Bienne (Les Verts). Vor ein paar Jahren hat sich die Mehrheit der

grünen Fraktion für eine Erhöhung der Staumauer in der Grimsel ausgesprochen. Die Förderung der erneuerbaren Energien geniesst bei uns erste Priorität, soll aber nicht um jeden Preis umgesetzt werden. Wir wollen den Moorschutz nicht aufheben. Moore und Moorlandschaften sind ökologische Hotspots, die eine ausgesprochen hohe Artenvielfalt aufweisen. 90 Prozent der ursprünglichen Moore sind heute bereits irreversibel zerstört. Für die Einhaltung internationaler Verträge im Bereich der Biodiversität ist der Erhalt der restlichen Moorlandschaften zwingend. Deshalb unterstützt die Mehrheit der Grünen den absoluten Schutz. Der Schutz der letzten Moore ist in keiner Art und Weise ein Hindernis auf dem Weg zur Energiewende. Genau die dringend nötige Energiewende wird seit Jahren von der Partei der Initianten verhindert. Jede Förderung der erneuerbaren Energien, die diesen Namen verdient, wird von Seiten der SVP vehement bekämpft. Wenn es darum geht, den Naturschutz zu schwächen, steht die Förderung der erneuerbaren Energien auf einmal als hilfreiches Instrument auf dem Parteiprogramm. Aus grüner Sicht gibt es wenige absolute Ge- und Verbote. Der Schutz der letzten wenigen Moorlandschaften gehört jedoch dazu. Ein weiteres Gebot ist der Atomausstieg. Da gibt es für uns keine Kompromisse. Die Grünen werden mit grossem Mehr gegen diese vorgeschlagene Standesinitiative stimmen.

Pierre Masson, Langenthal (PS). Das vorliegende Geschäft wirkt auf den ersten Blick recht sympathisch. Vorstösse rund um die erneuerbaren Energien kommen frisch daher und haben meist einen zukunftsorientierten Charakter. Aber eben: Auf den ersten folgt der zweite Blick, und wir schauen ein wenig genauer hin. Der Moorschutz und die erneuerbaren Energien stehen bei uns auf der Prioritätenliste ganz oben. Umso wichtiger ist es uns, heute festzuhalten, dass es nicht um eine Entweder-oder-Frage geht. Es geht nicht darum, den Moorschutz gegen die erneuerbaren Energien auszuspielen. Wir werden uns nach wie vor für beide Themen sehr stark interessieren. Für uns stellt sich die Frage nicht, ob wir die erneuerbaren Energien unterstützen, sondern, wie weit wir zu gehen bereit sind, und wie grosse Opfer wir bringen wollen. Die Bevölkerung hat diesem Moorschutz vor rund 40 Jahren zugestimmt. Wir sind davon überzeugt, dass er auch heute noch seine Berechtigung hat. Der Moorschutz, wie er heute in der Bundesverfassung verankert ist, garantiert seit 20 Jahren, dass die Fläche unserer Moorlandschaft stabil bleibt. Warum ist das wichtig? Es wurde vorhin schon erwähnt. Diese Feuchtgebiete machen zwar nur rund 0,5 Prozent unserer Landesfläche aus, doch sie beherbergen ein Viertel der bedrohten Pflanzenarten in der Schweiz. Die grosse Bedeutung dieser Gebiete für die einheimische Flora und Fauna ist unbestritten. Leider ist es auch so, dass viele dieser Gebiete heute von Austrocknung und Verbuschung bedroht sind. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion wird diese Motion ablehnen. Wir begründen unseren Entscheid wie folgt: Die erwähnte Rothenturm-Initiative aus den 70er-Jahren entstand nicht aus einer Bewegung gegen die Armee. Das ist eine etwas freie Interpretation. Zeitzeugen haben mir versichert, dass es damals primär um den Schutz einer Moorlandschaft gegangen ist. Ich bin noch zu jung, um das selber beurteilen zu können. Dieses Geschäft hatte beim besten Willen nichts mit unserer Armee zu tun. Es gibt für uns somit keinen nachvollziehbaren Grund, den Schutz von damals jetzt zu lockern. Die Motionäre erwähnen in ihrem Begehren ein einziges Projekt und wollen dafür landesweit den Moorschutz lockern. Deshalb stellen wir die Verhältnismässigkeit dieser Motion in Frage. Zu einem zweiten Punkt: Die Rentabilität des Ausbaus von Wasserkraftwerken ist heute nicht mehr gegeben. Der Strompreis ist so tief, dass ein Ausbau zurzeit kein Thema ist. Unserer Meinung nach ist jetzt nicht der richtige Zeitpunkt für dieses Anliegen. Bezogen auf das erwähnte Projekt Grimsel-Stausee ist der Verzicht auf den Ausbau aus Umweltsicht kein Verlust, weil dieser der Energiespeicherung und nicht der Energieproduktion dient. Die Speicherkapazitäten von Stauseen werden anderswo in der Schweiz in weniger umstrittenen Gegenden in genügendem Masse erhöht. Ich komme zum dritten und letzten Punkt: Warum können wir nicht zuerst den Bundesgerichtsentscheid abwarten? Danach werden wir immer noch genügend Zeit haben, um zu reagieren. Apropos Zeit: Sollte diese Standesinitiative angenommen werden, wird sie einen langjährigen und sehr aufwändigen Prozess auslösen. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion lehnt diese Motion einstimmig ab.

Michael Köpfli, Berne (pvl). Es ist unbestritten, dass der Ausbau der erneuerbaren Energien in der Schweiz für die Energiewende, welche wir voll unterstützen, zentral ist. Dazu gehört auch der Ausbau von Speichern. Es wurde schon von meinem Vorredner erwähnt: Wenn Samuel Krähenbühl von der Produktion spricht, ist dies nicht ganz richtig, denn beim Grimselstausee geht es nur um die Speicherung und um die Verlagerung des Stroms vom Sommer auf den Winter. Studien zeigen sogar, dass ein Ausbau wahrscheinlich die Nettoproduktion senken würde. Aber er würde die

wichtige Verlagerung verbessern. Dies ist selbstverständlich auch wichtig, weil gerade die neuen erneuerbaren Energien unregelmässig anfallen. Dies ist auch der Grund, warum die glp gegenüber einem Ausbau des Grimselstausees immer grosse Offenheit signalisiert hat, und dies nach wie vor tut. Trotzdem unterstützen wir diese Standesinitiative zum jetzigen Zeitpunkt nicht. Wir sind grundsätzlich sehr zurückhaltend mit Standesinitiativen, denn wir sind nicht der Nationalrat. Aus unserer Sicht muss wirklich ein dringendes und unmittelbares Interesse des Kantons vorliegen, damit wir eine Standesinitiative unterstützen. Der Ausbau des Grimselstausees ist im Moment jedoch kein Thema mehr, weil es sich wirtschaftlich schlicht nicht rechnet. Aus diesem Grund gibt es auch keinen unmittelbaren Handlungsbedarf vor dem Bundesgerichtsurteil, um eine solche Standesinitiative zu überweisen.

Gerade die Partei der Motionäre ist unter den Berner Nationalräten gut vertreten. Diese können problemlos direkt im Nationalrat einen Vorstoss einreichen, um dieses Thema dort aufs Tapet zu bringen. Es ist für uns auch klar, dass die Aufweichung des Moorschutzes, wenn sie denn stattfindet, extrem zurückhaltend erfolgen muss, und nur absolute Ausnahmen möglich sein sollen. Es ist zwar richtig, dass sich die Motionäre klar auf die erneuerbaren Energien ausrichten. Doch man muss bedenken, dass die zuständige Kommission im National- und Ständerat aus einer solchen Initiative sehr viel machen kann. Wenn auf nationaler Ebene über den Moorschutz diskutiert wird, geht es dabei weniger um die Grimsel, sondern wenn schon um die Zürcher Oberland-Autobahn. Im Zürcher Oberland würde eine Mehrheit des Nationalrats sehr gerne eine Moorlandschaft überbauen. Auch aus diesem Grund ist es unserer Meinung nach nicht nötig, den Moorschutz national aufs Tapet zu bringen. Hinzu kommt, dass das Grimselprojekt im Moment aus wirtschaftlichen Gründen nicht aktuell ist. Sollte sich dies ändern, kann das Thema jederzeit wieder eingebracht werden und auch unsere Unterstützung erhalten.

La vice-présidente Ursula Zybach prend la direction des délibérations.

Jakob Schwarz, Adelboden (UDF). Lieber Kollega Krähenbühl, auch die EDU-Fraktion ist nicht sehr glücklich darüber, dass Sie das Instrument der Standesinitiative gewählt haben. Ich habe es schon bei anderen Gelegenheiten gesagt: Die SVP wäre im Bundesparlament gut vertreten. Es wären genügend Leute da, um dieses Anliegen einzubringen. Nun ist der Vorstoss aber auf dem Tisch, und für die EDU-Fraktion ist das Anliegen unbestritten richtig und wichtig. Was Kollega Masson in Bezug auf die Rothenturm-Abstimmung gesagt hat, ist nicht ganz richtig. Er hat selber gesagt, dass er diese Frage nicht aus erster Hand beantworten könne. Ich war damals dabei. Damals konnte man erst mit 20 Jahren abstimmen. Ich war 21 Jahre alt und wurde durch diese Abstimmung auch ein wenig politisiert. Der Rothenturm-Initiative habe ich mit voller Überzeugung zugestimmt, weil ich der Meinung war, das Militär müsse nicht mit Baggern und Panzern in dieses Moor hineinfahren und alles zerstören. Aber es ging nie darum, für alle Zeiten in der ganzen Schweiz jegliche Bauvorhaben zu verhindern. Auch bei den Moorlandschaften muss eine Interessensabwägung möglich sein. Unter gewissen Umständen muss etwas gebaut werden können, wie etwa eine Anlage für erneuerbare Energien. Die EDU-Fraktion wird diese Motion annehmen.

Peter Flück, Interlaken (PLR). Auch die FDP sieht, dass der Ausstieg aus der Atomenergie einen Ausbau der erneuerbaren Energien notwendig macht. Insbesondere geht es darum, die aus Sonne und Wind gewonnene Energie entsprechend speichern zu können. Dies ist zwingend notwendig, wenn die Energiewende gelingen soll. Wir werden die Energiewende nur schaffen, wenn die entsprechenden Speicher auch gebaut werden können. Der Nationalrat Eric Nussbaumer hat genau dies gestern Abend in der Sendung «10 vor 10» gesagt, und ich sehe nicht ein, was daran falsch sein sollte. Wir teilen ebenfalls die Haltung, dass es bei der Abstimmung über die Rothenturm-Initiative damals einzig und allein um den Waffenplatz ging. Das ist klar und soll auch nicht bestritten werden. Damals ging es eben nicht darum, ob einheimisch produzierte Energie gespeichert werden kann oder nicht. Wir sind in der heutigen Zeit aber klar der Meinung, dass wir diese Diskussion führen müssen und sollen. Eine entsprechende Interessenabwägung soll vorgenommen werden können, wenn ein Gericht einen Entscheid fällen muss. Deshalb unterstützen wir die Forderung der Motionäre einstimmig.

Nun habe ich aber doch noch einen Wunsch an meine geschätzten Grossratskollegen Krähenbühl und Knutti: Dieser Vorstoss tut den Grünen, der SP und den Mitgliedern des Grimselvereins, die uns geschrieben haben, im Herzen weh. Ich habe durchaus ein gewisses Verständnis dafür. Mein

Wunsch an Sie besteht nun darin, dass Sie einmal einen Vorstoss einbringen sollten, der den Liegenschaftsbesitzern «hinten rechts» wehtut, nämlich einen Vorstoss, bei dem es darum geht, Energie einzusparen. Samuel Krähenbühl hat zu Recht erwähnt, dass er viele Vorstösse zur Energieproduktion eingereicht hat. Die beste Energie ist aber jene, die wir einsparen. Hier warte ich gerne auf eine Motion, die mit demselben Enthusiasmus vertreten wird. Ich würde sogar gerne mithelfen, etwas Entsprechendes zu formulieren.

Le président Carlos Reinhard reprend la direction des délibérations.

Samuel Leuenberger, Trubschachen (PBD). Die BDP-Fraktion unterstützt diesen Vorstoss. Wir sind der Meinung, dass es durchaus sinnvoll ist, über diese Frage einmal zu diskutieren, auch auf Verfassungsstufe. Ich bin mit den beiden Vorrednern einig, dass es damals, als man diesen Moorschutzartikel in die Verfassung einfügte, nicht um die Frage ging, ob man die Moore schützen oder erneuerbare Energien produzieren will, sondern um ganz etwas anderes. Nach gut 20 Jahren ist es durchaus sinnvoll, hier wieder einmal über die Bücher zu gehen. Wir waren jedoch ein wenig irritiert über die Vorgehensweise, die dieser Vorstoss verlangt. Der Kanton Bern reicht eine inflationäre Anzahl Standesinitiativen ein. Wir haben in diesem Grossen Rat ein wenig den Eindruck, eine Art «Bonsai-National- und Ständeräte» spielen zu müssen. Dies ist nicht unbedingt eine Entwicklung, welche die BDP gutheisst. Die Partei der Motionäre ist auf Bundesebene sehr gut vertreten und könnte dieses Anliegen durchaus direkt im Bundesparlament eingeben. Das gilt übrigens auch für andere Standesinitiativen.

Noch ein Wort zur Diskussion zwischen dem Motionär und der grünen Vertreterin. Wir haben hier wieder ein Anschauungsbeispiel gesehen, wie es in letzter Zeit in Energiefragen und in Fragen rund um die Energiewende abläuft: Man wirft einander Vorwürfe an den Kopf, und am Ende sind wir wieder blockiert, weil beide Seiten auf ihren eigenen Ansichten beharren und ihre eigenen Interessen durchsetzen wollen. Ich rufe Sie alle, und insbesondere die Motionäre und die Vertreter der Grünen, dazu auf, zukünftig stärker aufeinander zuzugehen und vielleicht ein wenig vom hohen Ross hinunterzusteigen, damit wir das gemeinsame Ziel, die Energiewende zu verwirklichen, erreichen können. Dieses Ziel müssen wir als Gesellschaft erreichen.

Fritz Ruchti, Seewil (UDC). Daphné Rüfenacht hat gesagt, unsere Fraktion im Bundeshaus würde die neue Energiepolitik bremsen. Ich weiss, das Thema, über welches wir jetzt sprechen, ist sehr schwierig und heikel. Aber es ist auch bekannt, dass ich manchmal ein grünes Herz habe und mich für die Natur einsetze. Ich habe mir auch lange überlegt, ob ich diese Motion für meine Fraktion vertreten will. Aber was will diese Standesinitiative erreichen? Sie will dem Volk die Gelegenheit geben, nicht heute, sondern in zehn oder fünfzehn Jahren über diese Frage zu entscheiden. So lange wird es wohl dauern. Die Schweizer Bevölkerung nimmt jedes Jahr um 80 000 Personen zu. Diese konsumieren auch Energie. Diese Frage hat auch mit der Einwanderung zu tun. Auch zu diesem Thema habe ich meine eigene Meinung, aber es ist nun einmal so. Weiter ist es eine Tatsache, dass alle vom Sparen sprechen, aber niemand tatsächlich spart. Das sieht man beim Verkehr oder beim Stromverbrauch. In diesem Dilemma stehen wir. Nun kommt eine Motion, die verlangt, der Kanton solle sich beim Bund mit einer Standesinitiative dafür einsetzen, Artikel 78 Absatz 5 in der Bundesverfassung abzuändern und die Möglichkeit zu schaffen, erneuerbare Energieprojekte von nationaler Bedeutung in Moorlandschaften zu realisieren. Es wurde gesagt, diese Staumauer werde bestimmt erhöht, was aber nicht rentiere. Ob diese Erhöhung in zehn oder fünfzehn Jahren wirtschaftlich sein wird, werden die KWO und der Kanton Bern als Hauptaktionär feststellen und entsprechend entscheiden. Das Schweizer Volk hat 1987 in einer Abstimmung den Moorschutz in die Bundesverfassung aufgenommen. Die Moore sind im Bundesinventar der Hoch- und Übergangsmoore, der Flachmoore sowie der Moorlandschaften festgehalten. Der Bundesrat hat mit der Moorlandschaftsverordnung nur den Rahmen für den Vollzug abgesteckt. Die eigentlichen Vollzugsarbeiten hat er den Kantonen und den Gemeinden übertragen. Mit Beschluss vom 8. Januar 2001 hat der Regierungsrat des Kantons Bern den Sachplan Moorlandschaften genehmigt. Nun geht es darum, in Zusammenarbeit mit den betroffenen Gemeinden und mit den verschiedenen Interessengruppen zu schauen, wie man mit dieser Frage umgeht. Die Grundlage bildet in jedem Fall der Sachplan Moorlandschaften, der für die Behörden von Kanton, Regionen und Gemeinden verbindlich ist. Dieser Sachplan schafft keine neuen Kompetenzen. Er zeigt lediglich auf, wie der Kanton die Aufträge durch die übergeordnete Gesetzgebung insbesondere der Moorlandschaftsverordnung, erfüllen kann. Er regelt die dazu erforderlichen behördenverbindlichen

Aspekte.

Im Kanton Bern sind 21 Moorlandschaften mit einer Fläche von 215 Quadratkilometern in 39 Gemeinden als schützenswerte Objekte von nationaler Bedeutung eingestuft. Der Umgang mit Moorlandschaften ist in vielen Gesetzen geregelt, zum Beispiel im Natur- und Heimatschutzgesetz oder im Biotop-, Lebensraum-, Landschafts- und Artenschutzgesetz, weiter im Gewässerschutz-, Jagd-, Raumplanungs- und Waldgesetz sowie im Landwirtschaftsgesetz und in der Stoffverordnung. Momentan läuft ein Rechtsverfahren vor Bundesgericht. Der Ausgang ist völlig offen. Ich glaube nicht, dass sich das Bundesgericht von einer Standesinitiative leiten lässt. Es wird den Entscheid fällen, den es fällen will und muss. Diese Motion und der Zeitpunkt, wann sie eingereicht wurde, werden differenziert beurteilt: Die einen finden den Zeitpunkt falsch, andere finden ihn richtig. Es gilt nun, abzuwägen, ob die damalige sogenannte «Rothenturm-Initiative» unter den veränderten Voraussetzungen in der Energiepolitik unseres Landes ihren Stellenwert behalten kann oder nicht. Dank der vorliegenden Standesinitiative soll der Sachplan Moorschutz in Zukunft vorsehen, dass Bauten zur Nutzung erneuerbarer Energien von nationalem Interesse realisiert werden können. Was schlussendlich getan wird, wird sich erst in der Zukunft weisen.

Le président. Wir kommen zu den Einzelsprechern. Sie haben drei Minuten zu Verfügung.

Andreas Hofmann, Berne (PS). Ich nehme den beiden Motionären ihre Freundschaft für die erneuerbaren Energien nicht ganz ab. Ihre Partei hat sich noch nie vom Atomenergiekurs abgewandt. Es geht offenbar darum, in der Grimselregion den Moorschutz gegen die Wasserkraft auszuspielen. Das Mittel der Standesinitiative ist in diesem speziellen Fall tatsächlich ein politisches Monster. Ich kann Ihnen dies so erklären: Im Fall einer Annahme dieser Motion geht das Ganze an den Bund. Wenn dieser entgegen der Wahrscheinlichkeit das Anliegen weiter verfolgen würde, wäre eine Verfassungsänderung angesagt. Gegen diese Verfassungsänderung würde mit Sicherheit das Referendum ergriffen. Damit müsste eine Volksabstimmung gewonnen werden. Dann stellt sich die Frage, ob die geplante Staumauererhöhung dereinst überhaupt rentabel sein wird, was ja jetzt nicht der Fall ist. Wenn dies wider Erwarten der Fall wäre, stünde der Kanton wieder auf Feld 1. Es gäbe wieder einen Antrag des Regierungsrats an den Grossen Rat auf eine Konzessionerteilung. Gegen diese würden die Umweltverbände Beschwerde führen, und das Ganze würde nach etwa fünf Jahren oder auch noch später vor Bundesgericht enden. Bei der Güterabwägung, die darauf folgen würde, würde man den Moorschutz bzw. den Landschaftsschutz der geplanten Energiespeicherung gegenüberstellen. Das Gebiet befindet sich ja auch noch im Bundesinventar der Landschaften und Naturdenkmäler von nationaler Bedeutung (BLN). Es fragt sich zudem, ob es im nationalen Interesse liegt, beim Winterstrom Autarkie anzustreben. Per Saldo wird ja durch die Staumauererhöhung keine Kilowattstunde zusätzlich erzeugt. Man könnte einfach im Winter mehr Strom produzieren. Je nachdem, wie sich die Klimaerwärmung bis dahin weiterentwickelt, könnte man zum Beispiel im Sommer Strom nach Italien verkaufen, um damit Klimaanlage zu betreiben. Dann bräuchte man den Sommerstrom nicht mehr zu speichern. Mit den beiden Strassenbauprojekten, denen wir heute zugestimmt haben, werden wir dem Klima zusätzlich einheizen. Das nationale Interesse kann somit in Zukunft ganz anders aussehen. Noch ein Wort zu den Elektroheizungen: Diese sind regelrechte Winterstrom-Vernichtungsanlagen. Die SP verlangte im Energiegesetz eine zehnjährige Übergangsfrist, und die SVP setzte sich für eine zwanzigjährige Frist ein und gewann. So viel zum Engagement der SVP zur Senkung des Stromverbrauchs im Winter.

Martin Boss, Saxeten (Les Verts). Als junger Mann wurde ich Mitglied des Grimselvereins. Inzwischen bin ich Grossrat und Grossvater, und die Grimsel-Staumauer ist immer noch ein Thema. Zuerst möchte ich Ihnen eine Frage stellen: Ist es wirklich sinnvoll, mittels eines politischen Vorstosses eine Standesinitiative zu fordern, wenn ein laufendes Verfahren betreffend dieser Staumauer-Erhöhung beim Bundesgericht hängig ist, und nachdem die KWO bereits mit fünf zu null beim kantonalen Verwaltungsgericht unterlagen? Ich verstehe auch nicht, warum gerade der Regierungsrat diese Standesinitiative unterstützt, im Wissen darum, dass es sich um eine Bundesgesetzgebung handelt. In so einem Fall übt die Regierung sonst Zurückhaltung. Vielleicht kann mir Frau Regierungsrätin Egger ihre Haltung zu dieser Sache erklären. Die Grimsel gehört zu den ältesten Schutzgebieten und wird im Inventar der Landschaften und Naturdenkmäler von nationaler Bedeutung aufgeführt. Der Sinn dieser Erhöhung besteht gemäss den Motionären in der Energieumlagerung vom Sommer in den Winter. Die Erhöhung dieser Mauer würde aber

lediglich einen Anteil von 0,3 bis 0,5 Prozent ausmachen. Das heisst, man könnte nicht einmal ein Prozent in den Winter umlagern. Angesichts dieses bescheidenen Beitrags zur Energiewende kann man nicht von einem grossen Nutzen sprechen, und schon gar nicht von «nationaler Bedeutung». Die KWO haben in ihrem riesigen Einzugsgebiet genügend Alternativen, ohne dass der Moorschutz tangiert werden muss; Stichwort «Trift». Ausserdem sind Alternativen in Form von neuen Technologien vorhanden; Stichwort «Power to Gas». Es geht um die Umwandlung in verschiedene Energieträger. Die Motionäre führen auch das Argument des Hochwasserschutzes ins Feld. Es geht hier jedoch nicht um den Hochwasserschutz. Wenn überhaupt, bräuchte es für den Hochwasserschutz zwei bis höchstens fünf Meter, und hier geht es um den Moorschutz. Die Grimsel mit dem Moor und der Sunnig Aar bildet eine einzigartige Landschaft im Hasligebiet. Ich rufe Sie dazu auf, den nationalen Moorschutz im Grimselgebiet nicht leichtfertig zu opfern. Es ist eine grossartige Landschaft und ein Stück Heimat, auf welches wir stolz sein können. Wir wollen diese unseren Kindern, Grosskindern und Urgrosskindern erhalten und nicht den kurzfristigen KWO-Interessen opfern. Ich bitte Sie, diese Standesinitiative abzulehnen. (*Le président coupe le micro.*)

Sarah Gabi, Schwarzenbourg (PS). Ich möchte als erstes etwas erwähnen, das die bürgerliche Seite besonders interessieren sollte: Die KWO könnten den Moorschützern eigentlich dafür dankbar sein, dass sie durch die verhinderte Erhöhung dieser Grimselmauer vor einer gigantischen Fehlinvestition aufgrund des Strompreiserfalls bewahrt wurden. Dies im Gegensatz etwa zur Axpo, die mit ihrem Projekt Linthal / Glarner Pumpspeicherwerke noch während Jahrzehnten kein Geld verdienen können. Es ist jetzt nicht sinnvoll, eine solche Standesinitiative einzureichen, nachdem das Verwaltungsgericht am 22. Dezember 2015 in dieser Sache ein klares Urteil gesprochen hat. Der Verwaltungsrichter, Michael Daum, hat klar festgestellt, dass die Erweiterung der Anlage nicht zulässig ist, auch wenn die KWO und der Kanton Bern ein öffentliches Interesse geltend machen. Vor allem hat es keinen Sinn, wenn man bedenkt, dass das Bundesgericht vor vier Jahren dem Moorschutz in einem ähnlich gelagerten Fall aus dem Zürcher Oberland höchste Priorität eingeräumt hat. Dort wurden Moorschutzrichtlinien, die aufgrund von Ausbauplänen angepasst worden waren, wieder korrigiert. An diesem Bundesgerichtsentscheid wird sich höchstwahrscheinlich nichts ändern. Da sollen wir uns keine Illusionen machen. In der Verfassung steht, dass der Moorschutz keinerlei Interessensabwägung zulässt. Dies stellten sowohl das Bundes- wie auch das Verwaltungsgericht klar. Die Konzession, die der Grosse Rat 2012 gesprochen hat, hat das Verwaltungsgericht am 22. Dezember 2015 aufgehoben. Wie bereits Martin Boss festgestellt hat, hat es auch keinen Sinn, dass der Regierungsrat jetzt diesen Vorstoss unterstützen will. Wenn die Zerstörung dieser Moorlandschaft an der Grimsel zugelassen würde, würde dies den Moorschutz schweizweit aushebeln. Das kann nicht die Lösung sein. Eine erfolgreiche Energiewende ist unbedingt nötig, und zugegeben: Es braucht dazu auf beiden Seiten gewisse Kompromisse. Pierre Masson hat es bereits gesagt: Die erneuerbaren Energien und der Naturschutz sollen nicht gegeneinander ausgespielt werden. Doch im speziellen Fall der Hochmoore, dieser einzigartigen Landschaften und Prunkstücke der Artenvielfalt, muss der heute geltende Schutz gemäss Artikel 78 Bundesverfassung aus meiner Sicht verteidigt werden.

Antonio Bauen, Münsingen (Les Verts). Auch wenn ich für diesen Vorstoss durchaus Verständnis habe, und auch wenn ich durchaus zu denen gehöre, die gegen absolute Regeln und gegen Kompromisslosigkeit sind, lehne ich diese Vorlage ganz klar ab. Warum? Wir kämpfen seit Jahren für die Energiewende und für die erneuerbaren Energien. Wir setzen uns für Regelungen ein, die uns helfen, diesen Umbau zu bewerkstelligen. Seit Jahren sind genau dieselben Leute, aus deren Reihen diese Motion stammt, die Verhinderer dieses Umbaus. Ich persönlich möchte Kompromisse eingehen und Lösungen finden. Ich lade Sie dazu ein, den Weg in Richtung erneuerbare Energien mitzugehen. Es gibt sehr viele Dinge, die wir auf einfache Weise umsetzen können, ohne dass wir Grundsätze aushebeln oder Naturreservate und Gen-Reservoirs zerstören müssen. Helfen Sie endlich mit, eine «solare Anbauschlacht» in Gang zu setzen, eine richtige Wärmedämmung bei Gebäuden vorzunehmen und eine moderne Mobilität zu schaffen! Dann brauchen wir solche Bauten in heiklen Gebieten nicht. Es reicht, wenn wir auf andere Weise für die Energiewende arbeiten. Ich möchte daran erinnern, dass im Moment ein unglaublicher technologischer Wandel stattfindet. Wir werden innert kurzer Zeit ganz neue Methoden zur Energiespeicherung haben und die Energie dann besser nutzen können, wenn sie zur Verfügung steht. Dieser Vorstoss ist ein Mosaiksteinchen in einem grösseren Ganzen von Aktionen, die das Ziel haben, den Umwelt- und Landschaftsschutz

zu demontieren. Dagegen wehre ich mich. Ich möchte zuerst von der betreffenden Seite den Tatbeweis sehen, insbesondere von den Vertretern dieser Partei im nationalen Parlament, die endlich mithelfen sollen, die Energiestrategie 2050 umzusetzen. Wenn es so weit ist, können wir nochmals über den Moorschutz sprechen.

Bruno Vanoni, Zollikofen (Les Verts). Ich möchte die Argumente nicht wiederholen, die bereits vorgebracht wurden. Aber ich möchte zu einer Legendenbildung Stellung beziehen, die sich hier abzeichnet, und der Verbreitung von Halbwahrheiten vorbeugen. Dazu möchte ich zum St. Nikolaus-Tag 1987 zurückgehen. Damals fand die Abstimmung über die Rothenturm-Initiative statt. Die Stimmbeteiligung war überdurchschnittlich hoch. Zudem gab es, ähnlich wie heute, eine VOX-Analyse, die der Frage nachging, warum die Stimmberechtigten auf eine bestimmte Weise gestimmt haben. Die VOX-Analyse hat gezeigt, dass die hohe Stimmbeteiligung an diesem Tag unter anderem auf die Rothenturm-Initiative zurückzuführen war. Mit Ausnahme der SVP-Sympathisanten haben alle untersuchten Merkmalsgruppen der Rothenturm-Initiative damals zugestimmt. Aber eben: Warum haben sie dies getan? Es wurde hier drin gesagt, man habe primär wegen der Armee so gestimmt, und es sei nicht um den Moorschutz gegangen. In der VOX-Analyse steht zu diesem Thema: «Die Meinung, die Initiative sei ausschliesslich gegen die Armee gerichtet gewesen, lässt sich aufgrund der Befragten nicht stützen. Nur gerade fünf Prozent der Befürworter» – dies entsprach drei Prozent der Stimmdenden – «verstanden ihren Entscheid als überzeugtes Votum gegen die Armee.» Die VOX-Analyse hat klar ergeben, dass Naturschutzargumente bei der Stimmabgabe «(...) mit Abstand die wichtigsten Entscheidgrundlagen waren. Die Natur- und speziell die Hochmoorlandschaften zu schützen, stand eindeutig im Vordergrund.»

Pierre Amstutz, Corgémont (Les Verts). Rassurez-vous, je serai très bref et je ne vais pas répéter les nombreux arguments développés par les députés opposés à cette initiative cantonale. Je rappellerai simplement à mes collègues de l'UDC que, lorsque j'ai déposé une initiative du même type avec pour titre «Pour un soutien aux familles d'enfants gravement malades», vous y étiez opposés et vous avez employé deux arguments. Vous avez dit qu'il ne fallait surtout pas donner des leçons au Parlement fédéral et que les cantons devaient s'occuper de leurs affaires cantonales. Deuxième point, c'est du gaspillage financier. Ma motion avait été acceptée, mais sans votre soutien, en tout cas pas massif. Nous étions en 2009 et, à ce jour, après une discussion avec la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil national, le rapport promis n'a toujours pas été remis. Alors, je vous pose une question: êtes-vous prêts à attendre une réponse à votre intervention pendant environ une dizaine d'années? Cette motion que vous lancez maintenant est inutile et fera perdre de l'argent au contribuable, un argument auquel vous êtes, je crois, très sensibles. Je vous invite à rejeter cette motion.

Barbara Egger-Jenzer, directrice des travaux publics, des transports et de l'énergie. Dieser Vorstoss will erreichen, dass der Kanton Bern eine Standesinitiative einreicht, um den Artikel 78 der Bundesverfassung zu ändern. Der Schutz der Moore und Moorlandschaften ist heute absolut. In Moorlandschaften darf praktisch nichts gebaut werden. Man darf auch bestehende Wasserkraftwerke in Moorlandschaften nicht ausbauen. Das möchte diese Standesinitiative ändern. Wir wollen alle die erneuerbaren Energien fördern. Die Wasserkraft ist eine der wichtigsten Energiequellen im Kanton Bern. Es ist jedoch klar, dass die Nutzung der Wasserkraft mit Eingriffen in die Natur verbunden ist. Hier gilt es, bei jedem Projekt zur Nutzung der Wasserkraft sorgfältig abzuwägen: Wie kann man das Projekt so gestalten, dass die Natur möglichst wenig beeinträchtigt wird? Wie gross ist das Interesse an der Nutzung der Wasserkraft in diesem konkreten Fall überhaupt? Wie schwer wiegen die Eingriffe in die Natur, die nach der Optimierung des Projekts immer noch bleiben? Diese Interessenabwägung bei jedem einzelnen Projekt ist absolut nötig und wichtig. Es soll darüber diskutiert werden, was im Einzelfall wichtiger ist: der Schutz der Natur oder die Gewinnung erneuerbarer Energie. Der heutige Artikel 78 der Bundesverfassung verunmöglicht jedoch bereits eine Interessenabwägung. Eine Diskussion über Nutzen und Schaden kann nach heute geltendem Recht gar nicht geführt werden. Dies will die Standesinitiative ändern. Nur das unterstützt der Regierungsrat. Mit der Änderung des Artikels 78 der Bundesverfassung soll es möglich sein, auch in Moorlandschaften eine Interessenabwägung zwischen der Nutzung der Wasserkraft und dem Schutz der Natur vorzunehmen. Damit wird der Moorschutz nach Ansicht der Regierung nicht ausgehöhlt. Es wird nur möglich gemacht, was in anderen Bereichen des Naturschutzes normal ist: eine Interessensabwägung.

Samuel Krähenbühl, Unterlangenegg (UDC). Zuerst einmal danke ich der Frau Regierungsrätin für ihr Votum. Wir sind sehr zufrieden mit ihren heutigen Voten, auch was die vorherigen beiden Geschäfte betrifft. Nun möchte ich einige Anmerkungen anbringen, insbesondere zu Handen der Grünen betreffend die Exponentinnen und Exponenten, die nicht da sind. Ich habe mich letzte Woche mit Nationalrätin Christine Häslar über diese Sache unterhalten. Sie war bis vor kurzem Mitglied unseres Grossen Rats. Ich denke, sie hat kein grosses Verständnis für Ihren Entscheid und sieht die Sache vielmehr so, wie ich sie sehe. Es gibt somit auch andere VertreterInnen der linken Seite, die diesem Anliegen positiv gegenüberstehen. Zu Kollega Leuenberger: Der Begriff «Bonsai» im Zusammenhang mit meiner Person erscheint mir nun doch etwas gewagt. (*Hilarité*) Dann möchte ich noch anmerken, dass es hier wenn schon auch noch andere «Bonsai-Nationalräte» gäbe. Zu Kollega Köpfli: Der Vergleich mit der Zürcher Oberland-Autobahn ginge ja noch weiter als die Umsetzung der Masseneinwanderungs-Initiative. Dann müsste wohl schon Kollega Fluri aus Solothurn Präsident sein, damit die Auslegung dieses Artikels so weit ginge, dass man Autobahnen in Moorschutzgebieten bauen könnte. Die Formulierung ist klar: Wir sprechen von erneuerbaren Energien. Vielleicht würden dort die Autos von Kollega Bhend fahren, welche Elektrizität rückgewinnen können. Dann könnte man diese Autobahn allenfalls als Produktionsstätte für erneuerbare Energie betrachten. Aber davon sind wir weit entfernt. In so einem Fall würden wir auch mit Drohnen darüber hinwegfliegen. Fazit: Ich bitte Sie, diese Motion anzunehmen. Eine letzte Bemerkung zur Frage der Standesinitiative: Es stimmt, man muss dieses Instrument sparsam einsetzen. Doch ich möchte erwähnen, dass sich 20 der 89 Schweizer Moorlandschaften im Kanton Bern befinden. Der Kanton Wallis hat gerade zwei solche Gebiete. Ich möchte nun nicht weiter verlängern, bitte Sie um Annahme und wünsche Ihnen ein schönes Wochenende.

Le président. Halt, halt, das Wochenende beginnt auch nach der Abstimmung noch nicht! Wir fangen nach der Abstimmung mit den Geschäften der JGK an. Fliehen Sie also nicht nach der Abstimmung. Wir stimmen ab. Wer diese Motion für eine Standesinitiative annehmen will, stimmt ja, wer dies ablehnt, stimmt nein.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui	88
Non	56
Abstentions	1

Le président. Sie haben die Motion angenommen. Ich danke Frau Regierungsrätin Egger für ihren Besuch bei uns und wünsche ihr einen schönen Nachmittag.